

Un texte qui a laissé des traces

Entretien avec Pascal Combemale, Olivier Coquard et Henri Lanta, professeurs du lycée Henri IV à Paris, anciens membres du Collectif du Manifeste pour un lycée démocratique.

Nouveaux Regards : *En publant le Manifeste pour un lycée démocratique en novembre 98 et en le faisant circuler dans de nombreux établissements en France, les enseignants du lycée Henri-IV ont joué un rôle dans la lutte contre la politique de Claude Allègre. En quelles circonstances ont été lancés le Manifeste pour un lycée démocratique et le collectif du même nom ?*

Olivier Coquard : Je me suis lancé dans l'aventure du *Manifeste*⁽¹⁾ lorsque je me suis rendu compte à la rentrée 98 que le SNES, syndicat dans lequel je suis tombé quand j'étais tout petit, n'assumait plus la fonction qui devait être la sienne face à quelqu'un qui lui faisait la guerre, qui se conduisait en agresseur déclaré des enseignants et des syndicalistes. Il fallait arrêter les négociations oiseuses avec le ministre et se lancer dans d'autres types de démarche. Un professeur de philosophie du lycée, Xavier Renou, a formulé les premières réflexions de ce qui est devenu après élaboration et réflexion collective le *Manifeste*. Une vingtaine de professeurs venant de tous les horizons syndicaux ou de nulle part se sont réunis autour de ce premier texte et ont participé à son élaboration. Le succès a été considérable, dépassant de loin toutes nos espérances (près de 8 000 collègues ont avalisé ce texte). Il a fédéré et relancé le mouvement et débouché sur la première grande manifestation contre Allègre en mars 99. Il a fédéré beaucoup de mécontentements à l'égard des démarches syndicales et beaucoup de possibles en matière de luttes. Il a permis l'expression des résistances à la pression du pédagogisme, il a permis à beaucoup de collègues qui ne se reconnaissent dans aucune organisation de se réunir autour d'un discours.

N. R. : Pourquoi le mouvement autour du Manifeste a-t-il pris si rapidement dans vos lycées ? Comment la mobilisation s'est-elle faite ?

O. C. : Xavier Renou, très investi depuis longtemps dans le SNES et la FSU, a travaillé à partir de la section

syndicale du lycée, puis a mobilisé ses contacts personnels. Le bouche à oreille a fonctionné dans les lycées du quartier mais bien au-delà, dans les lycées de banlieue où nous étions nombreux à avoir gardé des contacts pour y avoir enseigné. D'ailleurs, la moitié des signatures viennent de lycées et de collèges de ce type. La direction du SNES s'y est intéressée assez vite lorsqu'elle s'est aperçue qu'il y avait là quelque chose qui pouvait être important et qui pouvait être exploité.

Henri Lanta : Nous étions furieux contre la direction du SNES. Nous avons très mal vécu la « réconciliation » avec le ministre, le fameux petit déjeuner dont *le Journal du dimanche* a rendu compte en décembre 1998. Nous avons demandé alors à Monique Vuaillet de venir au lycée pour s'expliquer. Notre colère était très violente à cette époque. J'admire d'ailleurs chez elle le courage qu'elle a eu de venir sur le terrain, d'aller à la rencontre des collectifs anti-Allègre à la Bourse du travail, en se faisant agresser souvent. La formule « Allègre vous siffle et vous venez » qui a été utilisée était sans doute très méchante. En fait, le syndicat était dérouté par la situation imprévue créée par les agressions du ministre et a préféré le report de la grève et la négociation.

O. C. : Sans parler de trahison, l'erreur stratégique majeure a été le report de la grève de la rentrée 98. Elle a été pour beaucoup dans notre initiative. La direction du SNES s'est révélée incomptente dans une situation très particulière et très nouvelle pour elle.

H. L. : Je suis pour ma part complètement opposé à l'emploi du mot trahison. La négociation avec le ministre à ce moment-là était un piège. Le report de la grève était donc une grave erreur. Nous avons d'autant moins de mérite à le dire maintenant que ceux qui ont pris cette décision ont eux-mêmes reconnu leur erreur. En réalité, la base du SNES était certainement très divisée. Une partie non négligeable des collègues n'était pas forcément favorable à notre mouve-

ment de résistance et sans doute certains étaient favorables à ce que le ministre proposait.

N. R. : Le Manifeste a-t-il été rédigé dans la foulée de cette grève de rentrée ? Comment en arrive-t-on à la déclaration unitaire du 15 février 1999 ? Quel rôle joue le Manifeste ?

H. L. : La rédaction du *Manifeste* était pour l'essentiel achevée début novembre. Nous l'avons tapé le 11 novembre. C'est le 25 novembre que la version définitive a été adoptée et le site Internet a été créé début décembre 1998.

O. C. : Le rôle du *Manifeste* est fondamental. C'est un drapeau autour duquel se fédèrent les organisations et le mouvement fin 98 et début 99. Les choses se sont faites vite. Les négociations se sont engagées rapidement et à très haut niveau. Les réunions jusqu'en septembre 99 ont associé les responsables nationaux des associations de classes préparatoires et des syndicats. Cela tient au fait que beaucoup de professeurs d'Henri-IV ont des responsabilités dans les associations de spécialistes, cela tient à la réputation du lycée Henri-IV. Nous avions les contacts avec la direction du SNES et les autres syndicats sont venus après. Le CNGA et le SNALC ont joué le jeu unitaire mais pas FO, pour des raisons assez visqueuses.

H. L. : Il faut dire que nous étions les premiers sidérés de la réussite et de la force d'entraînement de ce que nous avions fait avec et par le *Manifeste*. Il y a eu un moment rare où un texte se prolonge et finit par se confondre avec l'action. Il était temps de passer aux actes et de ne pas trop fétichiser le texte, de ne pas le considérer comme sacré. Ce n'était pas l'idée de tout le monde, d'ailleurs. Est arrivé le moment où, avec les comités anti-Allègre et la section de Paris du SNES, dont je veux souligner ici l'engage-

(1) *Manifeste pour un lycée démocratique, dix propositions pour une autre politique scolaire et déclaration unitaire*. Consulté sur le site : <http://perso.wanadoo.fr/olivier.coquard/manifest.html>

ment et le travail formidable, c'est la rue qui fait la différence.

N. R. : Quelle est la signification de la manifestation du mois de mars 99 pour vous ?

O. C. : La manifestation était conçue par les rédacteurs du *Manifeste* comme une sorte d'aboutissement de la stratégie du collectif. C'est une manifestation très importante en nombre, un vrai succès, du même ordre que les manifestations de 1990 ou celles de l'année suivante, qui contraindront le premier ministre à renvoyer Claude Allègre. Mais avec l'image que l'on en a donnée, peut-être à cause du caractère disparate des organisations, elle a semblé être un demi-succès. Le SNES, par ailleurs, a semblé en avoir un peu honte, sans doute à cause des alliances nouées à cette occasion. Pour certains, on avait manifestement passé les bornes. Cela tient également, me semble-t-il, au contenu du *Manifeste* qui rassemble des valeurs très différentes.

H. L. : Pour être clair, j'ai été un peu déçu des chiffres du 20 mars. Mais surtout on savait que c'était intenable, qu'on avait franchi un seuil. Les oppositions internes au SNES, les contradictions dans la base enseignante étaient trop fortes malgré le poids de la direction du SNES, qui avait fait le pari de faire cette manifestation. Au moment même de la manifestation, nous savions que l'unité ne pourrait pas durer longtemps. Après, jusqu'en septembre, nous avons plutôt fait semblant d'y croire.

N. R. : Qu'est devenu le Manifeste l'année suivante, au moment des grandes manifestations contre la politique ministérielle au printemps 2000 ?

O. C. : Le *Manifeste* a laissé des traces. Non pas un héritage, mais des traces dans des discours très variés, y compris aujourd'hui chez Jack Lang : la nécessité d'exigences, d'un enseignement de qualité par exemple. Ce sont désormais des thèmes consensuels. En septembre 99, le collectif a éclaté en de multiples groupes, associations, et les premiers adhérents du *Manifeste* ont continué d'agir et de réfléchir dans ces différents collectifs. Le *Manifeste* par lui-même contient des pistes de réflexion sur des questions fondamentales qui continuent à travailler dans divers lieux, par exemple l'articulation du savoir et de la pédagogie. Le dogme pédagogiste du « apprendre

« Dans les établissements les plus difficiles, le *Manifeste* a été bien reçu (...) parce qu'il préconise un système unifié »

à apprendre » énoncé par Philippe Meirieu est l'ennemi mortel de l'enseignement tel que je le conçois, celui qui libère le peuple.

H. L. : Le *Manifeste* a créé une cohésion très forte au lycée qui s'est maintenue ensuite. Nous sommes restés très mobilisés durant l'année 99-2000, nous avons fait des textes, des cortèges dans les manifestations et à chaque fois nous avons été nombreux.

N. R. : Revenons au texte maintenant et à sa signification. Il contient une défense très forte de la dignité et de la qualification des enseignants, une dénonciation des inégalités devant l'école. Et surtout, ce qui est très frappant, un lien constamment fait entre les classes préparatoires et le 93. Pourtant, par d'autres côtés, ce texte entend conserver plus qu'il ne veut modifier ou réformer. Il contient ainsi une défense inconditionnelle de ce que vousappelez le « modèle secondaire ». On y lit peu de questions sur les contradictions de ce modèle, les difficultés de son extension, les évolutions qu'il doit connaître. Certains ont accusé le *Manifeste*, y compris à l'intérieur du SNES, d'être réactionnaire ou, à tout le moins, de ne pas définir une politique progressiste de lutte contre la politique du ministre...

Pascal Combemale : Toutes vos remarques sont justifiées. L'interprétation est ouverte. Mais n'oubliez pas le contexte : nous étions dos au mur,

en situation de légitime défense, il fallait réagir et se battre contre Allègre, avec, si nécessaire, d'énormes ambiguïtés et des alliances peut-être discutables. Il fallait agir y compris contre ceux qui, plutôt que de résister activement, lisaient entre les lignes et pinailaient sur les virgules. A cet instant, tout ce qui favorisait le mouvement de résistance était bon à prendre. Face à une telle attaque frontale, dans une telle période de reflux, il fallait lancer une contre-offensive à ce moment précis. Je suis par ailleurs très content que vous ayez remarqué l'articulation entre classes préparatoires et 93. J'avais presque oublié que cet aspect était si visible. Quels que soient les préjugés « gaucho » ou « pédago » qui y ont vu un discours réactionnaire, je crois que c'est là un point fort de ce texte et de notre combat. J'y suis d'autant plus sensible que j'ai fait l'essentiel de ma carrière dans le 93 et que seul le modèle secondaire, même s'il faudrait travailler tout ce que ce terme enferme, permet ce lien. Or les gens qui se trouvent sur la ligne de front, dans les établissements les plus difficiles, sont les plus proches de ce texte tout simplement parce qu'ils sentent bien qu'il faut éviter la rupture entre les différents types d'établissement, qu'il faut une échelle continue, qu'on doit rester dans un système unifié. C'est exactement cela qu'on a voulu dire contre ceux qui veulent faire éclater le système. Sur ce point, je crois que nous avons perdu, qu'il y a des effets de seuil dont nous nous rendons compte peu à peu mais trop tard.

O. C. : C'est un texte de synthèse. Nous n'assumons pas chacun tout du texte. J'ai enseigné longtemps également dans le 93 et j'étais très sensible au même aspect : permettre à des élèves de toute origine d'aller au plus haut. J'ai été sensible surtout à la façon de situer les rapports entre savoir et pédagogie, où je vois pour ma part le noeud du modèle secondaire. La formulation du *Manifeste* était à l'époque hétérodoxe et immédiatement caricaturée : « ils veulent enseigner Hegel dans le texte aux enfants sans tenir compte des élèves tels qu'ils sont, etc. ». En réalité, dans mon esprit, la pédagogie est plutôt comme un tuyau dans lequel on fait passer à des publics différents des contenus unifiés par la nation - les contenus de programme -, et ces tuyaux sont modulables selon les receveurs plus que selon les émetteurs. Pour que tous les



élèves puissent accéder aux mêmes savoirs dignes, il ne fallait donc pas que le primat de la pédagogie fût le dogme théologiquement imposé. C'est le sens de mon engagement.

H. L. : J'ai fait partie de ces enseignants qui, dans les années 60 et 70, ont promu les méthodes actives dans l'enseignement secondaire et, plus particulièrement, dans les sciences économiques et sociales. Mais il a toujours été bien entendu pour nous que cette recherche de pédagogie active se faisait dans un cadre systématiquement réaffirmé : nous transmettons le maximum de savoirs savants possibles, nous faisons accéder le maximum d'élèves – qui ne sont pas forcément les meilleurs – au maximum de conceptualisation et d'abstraction. Mais pour atteindre ces objectifs ambitieux, nous mettons en œuvre une certaine pédagogie qui est complètement au service de ces savoirs savants. Beaucoup des gens du *Manifeste* avaient exactement ces préoccupations, lesquelles sont à mon sens authentiquement démocratiques. Nous voulions, mais nous n'y arriverons plus, c'est sans doute trop tard comme Pascal Combemale vient de le dire, que tous les lycées du 93 soient en quelque sorte des lycées Henri IV. Entendons-nous : cela veut dire que, même si les élèves sont d'origines sociales différentes, il n'y a pas de raison qu'ils aient systématiquement moins, qu'ils n'aient pas les mêmes moyens, les mêmes professeurs qualifiés, les mêmes objectifs ambitieux. C'est cela la visée fondamentale et ultime du *Manifeste*. Il faut plus de temps, des moyens considérables pour les élèves en difficulté et pour les établissements scolarisant les jeunes d'origine populaire. C'est cela que

nous voulions, au-delà de certaines formulations qui peuvent être mal interprétées. Ces préoccupations ne sont pas réactionnaires, me semble-t-il, elles sont peut-être conservatrices à certains égards, mais elles sont parfaitement défendables d'un point de vue progressiste.

N. R. : *Il y a quand même des manques assez frappants : par exemple, le Manifeste se prononce pour un pluralisme pédagogique. Cela n'engage pas beaucoup : qu'est-ce qui marche, qu'est-ce qui ne marche pas ? Comment les élèves s'approprient-ils le savoir ? La question du recrutement des élèves dans les lycées parisiens n'est pas mentionnée. Or on voit bien aujourd'hui qu'elle est fondamentale dans une optique démocratique. Vous semblez également avoir peu abordé la question de la démocratisation du pouvoir et de la décision dans les établissements.*

O. C. : Le problème du *Manifeste* n'est pas du tout la situation de la carte scolaire parisienne. Il s'agissait d'un texte programmatique. C'est une réflexion sur l'ensemble du système secondaire. Pour ce qui est des méthodes, je répondrai que si nous en appelons à la « pluralité pédagogique », c'est parce qu'une méthode ne vaut qu'en fonction d'un certain contexte et d'une certaine personnalité. Il n'y a pas de bonne méthode, je ne crois pas à la théologie de la « bonne méthode », quelle qu'elle soit d'ailleurs.

P. C. : Je suis tout à fait d'accord. Pas de religion de la méthode. Je n'ai pas changé depuis les années 70, même si je suis beaucoup plus pessimiste. L'entrée par le niveau micro, par la pédagogie, est la mauvaise entrée, les pro-

blèmes sont macrosociaux, quoi qu'en dise une nouvelle sociologie de l'école complètement réactionnaire fondée sur l'idée que l'école est son propre remède, avec culpabilisation des enseignants à la clé. Il faut toujours situer les problèmes au niveau de l'ensemble social, qui est aussi le niveau de l'action politique.. Quand on nous dit que, dans nombre de collèges, la question n'est pas tant aujourd'hui ce qu'on enseigne mais de faire asseoir les élèves, on pourrait se demander si le *Manifeste* ne déraille pas complètement et ne parle pas d'un état dépassé de l'école. Je crois pourtant que nous avons eu raison de refuser la destruction de l'école comme institution émancipatrice, le nivellement par le bas, l'américanisation, la gestion cynique et démagogique des flux, tout ce qui conduit, sous des prétextes faussement pédagogiques d'adaptation à un nouveau public, enrobés d'un discours sirupeux sur la socialisation, à transformer, de fait, l'école en simple instrument de contrôle social. Certes, elle était déjà cela avant, mais elle n'était pas que cela. Donc nous avons raison de résister, mais nous sommes en train de perdre. Le fossé s'accroît entre le 93 et Henri-IV, le dualisme se durcit et l'étape suivante, la dernière étape, ce sera la victoire du privé sur Henri-IV.

H. L. : Le *Manifeste* n'a pas parlé de tout, il a été un moment important, presque magique, mais le reflux a été violent. Après, on a fait autre chose : 1999-2000, cela a été la rue. Mais il y a encore bien des combats à mener. C'est vrai qu'il y a des tas de choses dont on ne s'occupait pas à ce moment. Le contexte imposait de lutter en priorité contre le ministre d'alors et sa politique. ■